

**Somalie et Érythrée - Intervention
du représentant permanent adjoint
de la France auprès des Nations
unies - Conseil de sécurité**
(New York, 13 avril 2017)

Madame la Présidente,

Je voudrais commencer par remercier pour son intervention l'ambassadeur Umarov, le président du comité des sanctions établi par les résolutions 751 et 1907 sur la Somalie et l'Érythrée, pour son intervention et, à travers lui, je voudrais remercier le groupe des experts pour leur rapport et leur travail d'enquête.

Les sanctions, dans toutes leurs dimensions, contribuent à appuyer nos objectifs politiques, et notre opinion est que, pour cette raison, elles sont un outil important, un outil nécessaire du conseil de sécurité.

Madame la Présidente,

- Concernant la Somalie, j'aborderai trois points.

En premier lieu je voudrais souligner que la lutte contre les groupes terroristes en Somalie, Al-Shabab et Daech, demeure une priorité, et elle doit associer davantage les forces somaliennes.

Nous saluons l'action de l'AMISOM depuis 2007, les efforts accomplis, le territoire gagné, et prenons note de la volonté d'un retrait planifié et coordonné de l'AMISOM. Il importe maintenant que les autorités somaliennes adoptent rapidement une architecture nationale de sécurité reflétant la structure fédérale en Somalie. Le développement d'une solution somalienne de sécurité constitue notre priorité. L'objectif est de constituer des forces armées et des forces de police somaliennes aptes à progressivement assumer la lutte contre Al-Shabab et stabiliser les territoires repris, et prendre ainsi le relais de l'AMISOM. C'est la logique des revues en cours et que nous soutenons.

Dans cet effort l'association des forces régionales est capitale et nous sommes encouragés par le succès des forces du Puntland contre Daech.

Les détournements financiers, la corruption au sein de l'armée somalienne, le non-paiement des troupes mis en lumière par les rapports d'experts doivent cependant nous inciter à rester

exigeants sur ces questions et renforcer la formation et la professionnalisation des forces de sécurité somaliennes.

Je voudrais ensuite souligner que les nombreuses violations des droits de l'Homme et du droit international humanitaire sont inacceptables en Somalie comme ailleurs.

Toutes ces violations sont également condamnables, mais cela est aussi et surtout valable pour les violations des droits de l'Homme commises par les Forces de sécurité somaliennes et les Forces internationales, qui bénéficient du soutien international.

Si la lutte contre le terrorisme constitue notre priorité, celle-ci doit se faire dans le respect des droits de l'Homme : c'est une question de principe, mais c'est aussi une question d'efficacité, car la réponse militaire des autorités avec l'appui de l'AMISOM ne pourra réussir que si elle peut s'appuyer sur un soutien de la population somalienne.

C'est pourquoi nous soutenons les recommandations du groupe des experts visant à promouvoir un meilleur respect des droits de l'Homme et du droit international humanitaire par tous les acteurs.

Enfin, je voudrais souligner que la situation de sécheresse que connaît la région et qui menace des millions de vies appelle une réponse humanitaire urgente et déterminée.

La France a mis en place une contribution volontaire additionnelle de 1,6 millions d'euros en soutien des activités du Haut-Commissariat pour les réfugiés au bénéfice des personnes en situation de déplacement forcé dont 1 million destinés à l'aide alimentaire.

Les obstructions à la distribution de l'aide humanitaire, dont certaines sont le fait des partenaires des Nations unies, en particulier au niveau local, doivent cesser immédiatement, comme vient de le dire le président du comité.

Madame la Présidente,

- Un mot maintenant s'agissant de l'Érythrée.

D'abord pour dire que nous nous félicitons de l'absence apparente de soutien à Al-Shabab. Mais il appartient aujourd'hui à l'Érythrée de coopérer davantage avec le conseil de sécurité, au titre du principe de coopération avec tous les mécanismes des Nations unies, en invitant, notamment, le groupe d'experts onusien à venir confirmer cette absence de soutien à Al-Shabab, depuis Asmara. Une telle décision serait le signe d'une volonté manifeste de l'Érythrée de vouloir avancer et sortir du régime d'embargo qu'elle connaît depuis 8 ans.

N'oublions pas que ce régime d'embargo répond également à la question non résolue des prisonniers djiboutiens.

La France se félicite de la libération de quatre militaires prisonniers djiboutiens qui étaient retenus en Érythrée depuis 2008. Mais il convient désormais d'apporter toutes les clarifications sur le sort des autres militaires djiboutiens qui, pour les autorités de Djibouti, manquent toujours à l'appel et régler la question frontalière. Sur ces sujets, les autorités érythréennes auraient tout à gagner à apporter toutes les clarifications afin de normaliser les relations avec Djibouti.

Ce 13 avril 2017 marque aussi le quinzième anniversaire de la décision de la commission neutre sur le tracé des frontières entre l'Éthiopie et l'Érythrée et la France, comme l'Union européenne, est attachée à cette décision et encourage toute mesure qui permettra d'avancer sur la démarcation de la frontière dans le respect de la décision de 2002. La France avec l'Union européenne est prête à soutenir un tel processus afin de créer les conditions de relations apaisées entre les pays voisins.

Monsieur le Président du Comité,

Pour conclure, vous pouvez compter sur le soutien continu de la France à la présidence du comité des sanctions et je voudrais une nouvelle fois saluer votre travail ainsi que celui du groupe d'experts pour les rapports réguliers et la qualité de ses travaux, et lui renouveler toute sa confiance dans la poursuite de sa mission.

Merci, Madame la Présidente./.